

L'Exécution d'une sentence arbitrale nationale ou internationale en Côte d'Ivoire, cadre légal – enjeux et obstacles

par Raoul Nanan YAO*

SUMMARY

The execution of the arbitral award ends the dispute between the parties. Consequently, the party who has succumbed may voluntarily execute that decision and then pay the beneficiary of the decision, when it is ordered to pay a sum of money, even without being necessary to be enforceable.

But it can happen, and it is often the case that the party who has been condemned refuses to execute the decision spontaneously, even though it has become final and enforceable.

A process often encumbered with difficulties in order to execute the arbitral award is then engaged. Several national or international texts lay down the principle of the recognition and enforcement of the arbitral award. From the New York Convention of 1958 on the recognition or enforcement of foreign arbitral awards to the Ivorian ordinance of 2012, determining the intervention of national courts in the arbitration proceedings passing by the uniform act on the law of arbitration, of the Organization for the Harmonization of Business Law in Africa (OHADA), all these texts militate in favor of the enforcement of arbitral awards.

How does all this legislation find its application in the Ivorian judicial system?

What are the difficulties of enforcing awards in Côte d'Ivoire and what are the challenges?

These are the axes of reflection that the issue of enforcement of arbitral awards in Côte d'Ivoire leads us to explore.

INTRODUCTION

La sentence arbitrale est la décision qui sanctionne la fin d'un arbitrage. Elle est en principe définitive et dotée de la force obligatoire entre les parties. L'acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage affirme d'ailleurs le caractère définitif de la sentence arbitrale en son article 23 lorsqu'il énonce que « *La sentence arbitrale a, dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée relativement à la contestation qu'elle tranche.* » Dès lors, la sentence arbitrale

* Secrétaire général adjoint de la Cour d'arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI), chargé de l'arbitrage, yraoul@cci.ci ou y_nanan_r@yahoo.fr.

revêt un caractère définitif et obligatoire pour les parties, qui se sont engagées par la clause d'arbitrage qu'elles ont signée, à l'exécuter « sans délai et de bonne foi. »

Décision rendue par des juges privés, la sentence arbitrale, qu'elle soit nationale ou internationale, est donc obligatoire mais pas exécutoire. La partie défaillante peut faire des difficultés à l'exécuter puisque la sentence arbitrale ne dispose pas en elle-même, une fois rendue, des moyens pour contraindre la partie défaillante à s'exécuter.

D'ailleurs, le législateur l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), sans faire une distinction entre sentence nationale et sentence internationale, affirme bien le caractère non contraignant de la sentence arbitrale à l'article 30 de la l'acte uniforme sur le droit de l'arbitrage, en indiquant à cet effet que « la sentence arbitrale n'est susceptible d'exécution forcée qu'en vertu d'une décision d'exequatur rendue par le juge compétent dans l'Etat partie ».

Dans l'hypothèse d'un refus d'exécuter de la sentence arbitrale par la partie défaillante, la reconnaissance de celle-ci s'avère indispensable en vue de la réalisation de son exécution.

L'acte uniforme en son article 34 a posé le principe de la reconnaissance des sentences arbitrales dans l'espace OHADA en ces termes : « Les sentences arbitrales rendues sur le fondement des règles différentes de celles prévues par le présent Acte uniforme, sont reconnues dans les Etats parties, dans les conditions prévues par les conventions internationales éventuellement applicables, et à défaut, dans les mêmes conditions que celles prévues aux dispositions du présent Acte uniforme ».

La convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères à laquelle la Côte d'Ivoire est partie,¹ qui pose également le même principe de la reconnaissance et de l'exécution des sentences arbitrales étrangères, s'est quant à elle empressée d'interdire des conditions plus rigoureuses qui seraient imposées pour la reconnaissance ou l'exécution desdites sentences.

La problématique de l'exécution forcée des sentences arbitrales nationales ou internationales en Côte d'Ivoire appelle donc à s'imprégner des lois qui organisent sa mise en œuvre (A). En outre, la réalisation de l'exécution de la sentence arbitrale par le bénéficiaire, malgré son caractère définitif et exécutoire, est bien souvent contrariée par des obstacles qui peuvent s'illustrer, au mépris d'enjeux très importants (B).

1 La Côte d'Ivoire a adhéré le 01/02/1991 à la convention de New York et entrée en vigueur le 02/05/1991.

A. Le cadre légal de l'exécution d'une sentence arbitrale nationale ou internationale

L'exécution forcée de toute sentence arbitrale est subordonnée au « bon à exécuter² » qu'est l'exequatur du juge étatique, ce qui suppose la reconnaissance même de la décision arbitrale.

L'acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage relativement à cette procédure³³, laisse cependant le soin à chaque Etat partie de l'organiser.

C'est une ordonnance de 2012⁴⁴, déterminant l'intervention du juge étatique dans la procédure d'arbitrage qui organise la reconnaissance ou l'exequatur de la sentence arbitrale en Côte d'Ivoire, à laquelle renvoient aussi bien l'article 34 de l'Acte uniforme suscité et la convention de New York.

Cependant, à côté de ces textes de base, la reconnaissance ou l'exequatur est également organisé par un arrêté du Ministre de la Justice de 2001,⁵ concernant les sentences arbitrales rendues sous l'égide du centre d'arbitrage de la CCJA, ainsi que le code de procédure civile, commerciale et administrative, pour ce qui est des sentences arbitrales rendues sous l'égide du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), conformément à la procédure d'exequatur prévue par cette convention signée par la Côte d'Ivoire.⁶

1. Les conditions de la procédure d'exequatur

L'ordonnance de 2012 qui détermine les conditions d'exequatur de la sentence arbitrale telles que prescrites par l'article 30 de l'acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage, ne distingue pas entre sentence nationale et sentence internationale, ou même entre sentence issue d'arbitrages ad hoc ou sentence issue d'arbitrages institutionnels.

La personne qui sollicite l'exequatur d'une sentence arbitrale doit en prouver l'existence matérielle, ainsi que celle de la convention d'arbitrage sur le fondement de laquelle, elle a été rendue. A cet effet, l'article 5 de l'ordonnance de 2012 indique bien que : « Toute demande de reconnaissance ou d'exequatur de la sentence arbitrale, est accompagnée de

2 Jean-Marie Tchakoua, L'exécution des sentences arbitrales dans l'espace OHADA : Regard sur une construction inachevée à partir du cadre Camerounais, *Revue africaine des sciences juridiques* vol 6 n°1 2009, p.2.

3 Article 30 de l'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage « La sentence arbitrale n'est susceptible d'exécution forcée qu'en vertu d'une décision d'exequatur rendue par le juge compétent de l'Etat partie ». Cette disposition ramène à l'ordonnance de 2012.

4 Ordonnance N° 2012-158 du 09 février 2012 déterminant l'intervention des juridictions nationales dans la procédure d'arbitrage.

5 Arrêté du Ministre de la Justice et des Libertés Publiques N° 04/MJLP/DACP du 06 novembre 2001 portant désignation de l'autorité chargée d'apposer la formule exécutoire en vertu de l'article 46 du règlement de procédure de la cour commune de justice et d'arbitrage.

6 Créé par la convention de Washington du 18 mars 1965, elle a été signée par la Côte d'Ivoire le 30 juin 1965, a été ratifiée le 16 février 1966 et est entrée en vigueur le 14 octobre 1966.

l'original de la sentence et de la convention d'arbitrage ou des copies de ces documents réunissant les conditions requises pour leur authenticité... ».

En outre, la sentence arbitrale pour laquelle l'exequatur est sollicité ne doit pas heurter une règle d'ordre public des Etats parties au traité OHADA.

Si ces deux conditions ne sont pas réunies, la juridiction compétente dans le cadre de la mise en œuvre des modalités de la procédure d'exequatur peut refuser d'accorder l'exequatur.

II. Les modalités de la procédure d'exequatur

Il s'agira d'aborder les questions liées à la juridiction compétente (1), à la mise en œuvre de la procédure (2), aux délais de procédure (3), et enfin au régime de la décision d'exequatur (4).

1. La juridiction compétente

Conformément à l'article 5 de l'ordonnance de 2012, la juridiction compétente est le Tribunal du lieu où l'exécution est poursuivie. En effet, la personne qui sollicite l'exequatur d'une sentence arbitrale quel que soit le type de sentence (nationale ou internationale, ad hoc ou institutionnelle), doit déposer les pièces⁷ qui accompagnent la demande d'exequatur au greffe du Tribunal du lieu où l'exécution est poursuivie.

Cette disposition ne s'applique pas aux sentences rendues sous l'égide du Centre d'Arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA. Pour ces dernières, l'autorité compétente est le Directeur des Affaires Civiles et Pénales (DACP) au Ministère de la Justice, en vertu d'un arrêté du Ministre de la Justice en date du 06 novembre 2001,⁸ le désignant en cette qualité pour la reconnaissance uniquement, et y apposer la formule exécutoire sur lesdites sentences, étant entendu qu'elles bénéficient déjà de l'exequatur conformément à l'article 46 du règlement de procédure de la CCJA. Les demandes de reconnaissance des sentences sont déposées au secrétariat de la DACP.

2. La mise en œuvre de la procédure

La procédure d'exequatur est introduite soit par voie de requête, soit par voie de référé. Lorsque la procédure est mise en œuvre par voie de requête, s'applique alors l'ordonnance

⁷ Article 5 de l'ordonnance de 2012 « Toute demande de reconnaissance ou d'exequatur de la sentence arbitrale, est accompagnée de l'original de la sentence et de la convention d'arbitrage ou des copies de ces documents réunissant les conditions requises pour leur authenticité ».

⁸ Article 1er de l'arrêté du ministre la justice 2001 « Le Directeur des Affaires Civiles et Pénales au Ministère de la Justice et des Libertés Publiques est désigné pour apposer la formule exécutoire sur les arrêts de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage ».

de 2012 à laquelle ramènent les articles 30 et 34 de l'Acte uniforme sur l'arbitrage. Dans ce cas, la procédure est non contradictoire.

Lorsque la demande d'exequatur est faite par voie de référé, comme c'est le cas pour les sentences rendues sous l'égide du CIRDI, à laquelle la Côte d'Ivoire est partie, c'est le code de procédure civile, commerciale et administrative en ses titres IV ; VII sections 1,2,3, concernant la reconnaissance des jugements rendus à l'étranger,⁹ qui s'applique conformément à l'article 54 de la convention et règlement du CIRDI.¹⁰ La procédure est alors contradictoire.

La procédure d'apposition de la formule exécutoire par le DACP est mise en œuvre par une demande adressée au à celui-ci dans des conditions de forme prescrites par l'article 5 de l'ordonnance de 2012. En effet, dans le silence de l'arrêté de 2001 sur les conditions de mise en œuvre de la procédure d'apposition de la formule exécutoire, l'on en déduit aisément ce sont celles prévues par l'ordonnance de 2012 qui s'appliquent.

3. Les délais de procédure

Les délais de procédure variant, selon que la procédure est initiée par voie de requête, par voie de référé, ou devant le DACP.

Lorsque la demande d'exequatur est faite par voie de requête, le délai est de huit (08) jours à compter de la réception par le Président du Tribunal du lieu où l'exécution doit être poursuivie, du procès-verbal de dépôt des documents transmis par le greffe. La sanction du non-respect de ce délai, c'est l'exequatur supposé avoir été accordé.

Lorsque la demande est initiée par voie de référé, le délai est de 31 jours. Ce délai prend en compte les délais de recours contre les ordonnances prises en matière de référés (art 221 CPCCA) :

- Huit (08) jours en première instance ;
- Huit (08) jours en appel;
- Quinze (15) jours en cassation.

Concernant la sentence CCJA, aucun délai n'est prescrit au DACP pour apposer la formule exécutoire. Mais l'on suppose que cela se fera dans un délai raisonnable qui ne devrait pas à notre sens, excéder huit (08) jours. Mais depuis la prise de l'arrêté de 2001, aucune demande n'a été introduite à cet effet.

⁹ voir code de procédure civile, commerciale et administrative ivoirien du 21 décembre 1972.

¹⁰ Article 54 de la convention du CIRDI «(1) Chaque Etat contractant reconnaît toute sentence rendue dans le cadre de la présente Convention comme obligatoire et assure l'exécution sur son territoire des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal fonctionnant sur le territoire dudit Etat (...)

(3) L'exécution est régie par la législation concernant l'exécution des jugements en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel on cherche à y procéder ».

4. Le régime de la décision d'exequatur

Le juge de l'exequatur se prononce au vu des documents qui lui sont transmis par le greffier, tel que prescrit par l'ordonnance de 2012, mais également l'article IV de la convention de New York.¹¹

De ces documents, le juge ne procède qu'à un examen formel de la convention comme l'indique d'ailleurs l'ordonnance de 2012 en son article 6 ; il n'exerce qu'un contrôle réduit, car il ne juge pas à nouveau l'affaire.

Le juge statue par voie d'ordonnance sur requête lorsqu'il est saisi par voie de requête, et par voie d'ordonnance de référé lorsqu'il est saisi par voie de référé.

Lorsque le juge refuse l'exequatur, il doit alors motiver en quoi, la sentence est manifestement contraire à l'ordre public international des Etats parties au traité OHADA (art 7 de l'ordonnance de 2012).¹²

Le cas de l'affaire SARCI contre Atlantique télécom¹³ est suffisamment illustratif de ce pouvoir du juge de l'exequatur. En effet, dans cette affaire, le juge a rejeté la demande d'exequatur de la sentence arbitrale rendue au Benin par un Tribunal arbitral ad hoc, au motif qu'« en se reconnaissant le pouvoir de statuer sur un fait susceptible de caractère pénal allégué, par une interprétation erronée des dispositions de l'article 14 de l'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage, la sentence soumise à exequatur porte atteinte à l'ordre public international, le droit pénal dans les pays membres de l'OHADA ayant la même consistance. ».

Une telle décision serait éligible à un recours devant la CCJA.

En effet, la décision qui accorde l'exequatur, n'est susceptible d'aucun recours, celle qui le refuse n'est susceptible que de pourvoi en cassation devant la CCJA (art 32 AUDA).

Concernant la sentence CCJA, le pouvoir du DCAP s'analyse moins en une décision qu'en un acte administratif, celui de l'apposition de la formule exécutoire, sauf à entrevoir dans la mise en œuvre de cet acte, la prise d'une décision qui aboutit à l'acte. Dans ce cas il s'agirait d'une simple décision administrative, à laquelle s'appliquerait également l'article 32 suscitée.

11 Il s'agit de l'original de la sentence et de la convention d'arbitrage ou des copies de ces documents réunissant les conditions requises pour leur authenticité.

12 Article 7 de l'ordonnance de 2012 « L'ordonnance qui refuse l'exequatur doit être spécialement motivée et préciser les raisons pour lesquelles la sentence est manifestement contraire à une règle d'ordre public international des Etats parties au Traité relatif à l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique..... ».

13 Tribunal de Commerce d'Abidjan (TCA), Ordonnance n°1050/2016 du 1er avril 2016, Affaire SARCI C/ATLANTIQUE TELECOM.

B. Enjeux et obstacles à l'exécution d'une sentence arbitrale en Côte d'Ivoire

I. Les enjeux de l'exécution d'une sentence arbitrale

1. Au plan pratique

La procédure arbitrale sanctionne en "justice" les droits et obligations des particuliers mais cette sanction en "justice" ne contraint pas le débiteur à s'exécuter. Le caractère contraignant dont bénéficie une sentence arbitrale à l'issue de la procédure d'exequatur, apporte pour ainsi dire une plus-value à la force juridique de cette décision ; et bien souvent, la perspective d'une exécution qui deviendrait forcée de la décision arbitrale, incite le débiteur à s'exécuter volontairement pour ne pas avoir à faire avec un huissier.

2. Au plan économique

L'exécution des sentences arbitrales peut constituer un gage de confiance et de crédit indispensables dans la vie des affaires. Cela pourrait contribuer à favoriser un environnement juridique et judiciaire apte à sécuriser les investissements nationaux et étrangers, et constituer ainsi un moyen de rassurer les investisseurs et un atout pour rendre attractifs l'économie et l'environnement des affaires. Les efforts de la Côte d'Ivoire pour figurer parmi les cinquante meilleures économies au monde d'ici 2020, prend également en compte dans le cadre du doing business, le volet du délai l'exécution des décisions de justice.

3. Au plan politique

L'inexécution d'une décision de justice, ou même les entraves à son exécution sont de nature à remettre en cause l'autorité de la justice et partant celle de l'Etat à faire respecter le droit, ce qui constituerait un mauvais signal à l'endroit des potentiels investisseurs.

II- Les obstacles à l'exécution d'une sentence arbitrale

A la vérité, les obstacles qui peuvent survenir à l'exécution d'une sentence arbitrale ne sont pas exclusifs à la procédure d'arbitrage ; il s'agit d'obstacles qui concernent l'exécution de toute décision de justice en Côte d'Ivoire. L'énumération qui suivra n'a pas la prétention d'être exhaustive.

4. La problématique de l'immunité d'exécution

La question de l'immunité d'exécution résulte de l'article 30 alinéa 1 de l'Acte Uniforme portant procédure simplifiée de recouvrement et voies d'exécution qui énonce ce principe en ces termes « l'exécution forcée et les mesures conservatoires ne sont pas applicables aux personnes qui bénéficient d'une immunité d'exécution... »

L'alinéa 2 de l'article suscité donne la liste de ces bénéficiaires.

« Toutefois, les dettes certaines, liquides et exigibles des personnes morales de droit publiques ou des entreprises publiques, quelles qu'en soient la forme et la mission, donnent lieu à compensation avec les dettes également certaines, liquides et exigibles dont quiconque sera tenu envers elles, sous réserve de réciprocité. »

A la lecture de cet alinéa, l'on pourrait aisément déduire qu'il s'agit de l'Etat et de ses démembrements (les collectivités locales et les établissements publics), les entreprises publiques ou entreprises à participation financière publique, pour lesquelles, aucune exécution forcée ne peut être mise en œuvre.

C'est d'ailleurs cette analyse qui fonde la position actuelle de la juridiction commerciale ivoirienne. En effet, dans deux affaires¹⁴¹⁵ qui ont été portées devant cette juridiction, le juge du commerce a estimé qu'une société à participation financière publique bénéficie d'une immunité d'exécution, faisant ainsi une application pure et simple de l'article 30 alinéa 1 susvisé.

Dans la première affaire qui opposait la Banque pour le Financement de l'Agriculture dite BFA, à la société représentation de matériels allemands dite REMA, le Tribunal de Commerce d'Abidjan, dans son ordonnance de référé n° 572 du 28 mai 2013 a indiqué qu'« il est constant que le capital social de la BFA est quasi entièrement détenu par l'Etat de Côte d'Ivoire, elle est donc une entreprise publique, nonobstant sa forme de personne morale de droit privé. Dans ces conditions, (...) il y a lieu de dire qu'elle bénéficie l'immunité d'exécution. » Dès lors, les actes de saisies ventes et attributions pratiquées par la société REMA portaient atteinte à l'immunité d'exécution dont bénéficie la BFA.

Cette position de la juridiction commerciale sera réaffirmée dans une deuxième affaire, laissant penser à l'avènement en Côte d'Ivoire d'une jurisprudence sur la question. Dans cette deuxième affaire, la société des Transports Abidjanais dite SOTRA avait saisi la juridiction présidentielle statuant en matière d'urgence à l'effet de voir ordonner la mainlevée de la saisie conservatoire de créances, pratiquée par la société G4 Security Services, sur ses comptes logés à la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire dite BACI, en raison de son statut de société à participation financière publique, bénéficiant d'une immunité d'exécution.

L'ordonnance du juge de l'urgence RG n° 2987/14 du 30/10/2014 a confirmé la position déjà claire du Tribunal de commerce d'Abidjan, sur l'immunité d'exécution des personnes morales de droit public, lorsqu'il affirme que « en l'espèce, il résulte des statuts de la SOTRA qu'elle est une société à participation financière en vertu de la loi n°97-520 du 4 septembre 1997 relative aux sociétés à participation financière publique ;

Or, une société à participation financière publique est un démembrement de l'Etat même si, pour ses règles de fonctionnement, elle est soumise à l'Acte uniforme du Traité OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique ;

14 Aff SARCI C/ATLANTIQUE TELECOM et BFA C/SOTRA.

Il en résulte que la SOTRA ne peut faire l'objet d'aucune mesure conservatoire, conformément à l'article 30 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Il y a lieu en conséquence, de dire la SOTRAT bien fondée en son action, de déclarer nulle la saisie conservatoire de créances en date 30 septembre 2014 pratiquée par la société G4 Security Services sur ses comptes logés à la BACI et d'ordonner la mainlevée de ladite saisie. »

Toutefois, bien que concernant des affaires commerciales, les ordonnances prises par le juge du commerce ne met pas en cause l'exécution de sentences arbitrales, mais l'on pourrait craindre que cette jurisprudence ne s'applique également aux sentences arbitrales, si la partie défaillante à l'exécution était un démembrement de l'Etat, surtout que sur cette question la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage OHADA, dans sa formation juridictionnelle a par l'arrêt n° 043/2005/ du 07 juillet 2005 dans l'affaire Aziablévi Yoyo et autres contre la société Togo Télécom, consacré l'immunité des personnes morales de droit public.

En définitive, si l'Etat peut être partie à un arbitrage, l'exécuter est moins certain.

5. La protection péremptoire du débiteur

L'impossibilité du débiteur de payer sa dette peut conduire le créancier à user de tous les moyens pour le contraindre à le faire, souvent sans prendre en compte les difficultés auxquelles peut être confronté ce débiteur. Le débiteur qui fait l'objet d'exécution forcée est doublement fragilisé, ce qui justifierait qu'il soit protégé au mépris souvent des droits du créancier qui en sollicite la reconnaissance.

Cette protection peut aller de la procédure de sauvegarde des biens de débiteur, à celle de moyens de protection.

a) La procédure de sauvegarde du débiteur

Lorsqu'une procédure collective est ouverte contre le débiteur, celui-ci bénéficie d'une suspension des poursuites individuelles, aussi bien concernant les voies d'exécution que les mesures conservatoires, que pourraient initier les créanciers non privilégiés, pour les créances antérieures à la décision qui ordonne ladite suspension, conformément à l'article 9 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.¹⁵

Cette mesure s'étend également aux procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire. A l'analyse, ces procédures constituent ainsi de véritables obstacles à l'exécution d'une sentence arbitrale, décision de justice.

¹⁵ voir article 9 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.

b) La mise en œuvre de moyens de protection du débiteur

Il s'agit ici du nombre incroyable des mentions prescrites à peine de nullité qui sont prescrites dans l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution. Ces mentions¹⁶ sont perçues comme des freins imposés au créancier devenu subitement « l'agresseur », dont il faut protéger coûte que coûte le débiteur. Si ces mentions ont pour objectif le respect des procédures de saisies, il n'en demeure pas moins que leur nombre anormalement élevé semble faire le lit des débiteurs quant à leur volonté souvent inavouée de ne pas s'exécuter volontairement.

c) L'insaisissabilité de certains biens du débiteur

Certains biens du débiteur, personne morale et surtout personne physique, bénéficient de protection et ne peuvent faire l'objet de saisie en vue du recouvrement forcé.

L'idée c'est qu'il faut permettre au débiteur de survivre et de travailler pour payer le créancier.

Il s'agit par exemple des biens à caractère personnel, alimentaire (le salaire, le traitement, la pension de retraite, dans une certaine quotité), professionnel (instruments ou matériel de travail nécessaire à l'exercice de l'activité professionnelle).

A cela, l'on peut ajouter les biens du domaine public et ceux des chancelleries en Côte d'Ivoire, qui sont également insaisissables.

Le souci de protection du débiteur qui ne paie pas ses dettes ou qui refuse de les payer, plutôt que le créancier qui détient un titre exécutoire et qui réclame justice, peut paraître injuste et incompréhensible.

Mais au-delà du caractère incompréhensible de cette philosophie, c'est un autre obstacle auquel est confronté le créancier en plus de l'obstacle naturel qui est l'insolvabilité du débiteur, car bien souvent, le débiteur poursuit est dans l'impossibilité de payer dette parce que insolvable.

6. La perception de frais de service (faux frais) liée à l'assistance de la force publique

L'article 29 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, en son alinéa 1^{er} stipule que « L'Etat est tenu de prêter son concours à l'exécution des décisions et des autres titres exécutoires.

Ce concours de l'Etat se manifeste par la mise à disposition, lorsqu'il est sollicité, de la force publique pour prêter main forte au détenteur de la décision ou du titre exécutoire. Or la mise en œuvre de ce concours n'est pas toujours sans difficultés. En effet, il existe une pratique qui veut que la réquisition de la force publique sollicitée, soit subordonnée à une contrepartie financière qui consiste dans le versement de frais de service ou « faux frais »

16 voir Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution.

liés au déplacement de la force publique sur les lieux d'exécution de la décision ou du titre exécutoire. Cette pratique fondée sur aucun texte de loi, pis en flagrante violation de l'article 29 précité, constitue un frein, un obstacle à l'exécution des sentences arbitrales, dans la mesure où, à défaut de versement de ces frais de service, qualifiés à juste titre de « faux frais », l'exécution qui devait se faire avec l'assistance de la force publique s'en trouverait en péril, voire bloquée.

La banque mondiale, dans le souci d'améliorer l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire a, en collaboration avec la chambre des huissiers de justice, initié depuis peu, une étude sur ce phénomène, dont les résultats sont du reste très attendus.

Dans le cadre du doing business, un atelier de réflexion est en préparation par le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), qui verra la participation de toutes les parties prenantes (Chambres des huissiers de justice, force Ministère en charge de la défense et de la sécurité, Ministère de la justice, opérateurs économiques.....) afin de mettre fin à cette pratique qui somme toute, constitue un obstacle supplémentaire à l'exécution des décisions de justice généralement et particulièrement des sentences arbitrales, par une sensibilisation de l'ensemble des acteurs intervenants dans le processus.

CONCLUSION

La sentence arbitrale résulte d'un long processus consensuel. De la clause d'arbitrage à la mise en œuvre de la procédure d'arbitrage, les parties ont entendu soustraire la résolution de leur litige à la compétence du juge étatique, donc à celle des règles de la justice Classique, dont lourdeur et incertitude des décisions en sont quelques caractéristiques. L'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage qui organise cette justice a prévu des règles particulières de sa mise en œuvre, ainsi que de son déroulement. Ces règles sont gouvernées par les exigences de célérité, de consensualisme, de confidentialité. Mais quand vient le moment de l'exécution de la décision qui a sanctionnée cette justice particulière, se présentent des règles totalement inappropriées.

Dès lors, des réflexions s'imposent en vue de mettre en place des mécanismes d'exécutions spécifiques à l'arbitrage conformes à ces exigences. Car le gain de temps, la souplesse des règles dans la mise en œuvre de l'arbitrage, seraient un espoir brisé au moment de l'exécution de la sentence arbitrale, confrontée au droit commun de l'exécution des décisions de justice. La réalisation d'un tel projet permettrait une exécution facile et certaine de la sentence arbitrale en Côte d'Ivoire et dans l'espace OHADA, ce qui favoriserait une meilleure promotion de l'arbitrage.

BIBLIOGRAPHIE

I Textes de lois

- 1 Ordonnance N° 2012-158 du 09 février 2012 déterminant l'intervention des juridictions nationales dans la procédure d'arbitrage.

- 2 Arrêté du Ministre de la Justice et des Libertés Publiques N° 04/MJLP/DACP du 06 novembre 2001 portant désignation de l'autorité chargée d'apposer la formule exécutoire en vertu de l'article 46 du règlement de procédure de la cour commune de justice et d'arbitrage.
- 3 Loi n°72-833 du 21/12/1972, modifiée successivement par les lois 78-663 du 05/8/78, 93-670 du 09//8/93, 96-674 du 20/8/96, 97-516 du 04/9/97, 97-517 du 4/9/97, et l'ordonnance n°2015-180 du 04/3/2015, portant code de procédure civile, commerciale et administrative.
- 4 Voir Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage.
- 5 18 Voir Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution.
- 6 Voir Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.
- 7 Convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.
- 8 Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (la Convention du CIR-DI).

II Jurisprudence

- 1 Tribunal de Commerce d'Abidjan (TCA), Ordonnance n°1050/2016 du 1^{er} avril 2016, Affaire SARCI C/ATLANTIQUE TELECOM.
- 2 Tribunal de Commerce d'Abidjan, Ordonnance de référé n° 572 du 28 mai 2013, Affaire Banque pour le Financement de l'Agriculture dite BFA C/ Société représentation de matériels allemands dite REMA.
- 3 Tribunal du Commerce d'Abidjan, Ordonnance du juge de l'urgence RG n° 2987/14 du 30/10/2014, Affaire Société des Transports Abidjanais dite SOTRA C/ Société G4 Security, Banque Atlantique de Côte d'Ivoire dite BACI.
- 4 Arrêt CCJA n°043/2005/ du 07 juillet 2005, aff Aziablévi Yovo et autres C/ Société TOGO TELECOM.

III Doctrine

Jean-Marie Tchakoua, *L'exécution des sentences arbitrales dans l'espace OHADA : Regard sur une construction inachevée à partir du cadre Camerounais*, Revue africaine des sciences juridiques vol 6 n°1 2009, p.2.